

TITRE IX. — *Entrée en vigueur*

Art. 157. A l'exception du présent article, qui entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, chacun des articles de la présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi, et au plus tard le premier jour du dix-huitième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Chambre des représentants.

Documents : DOC 51 2841 (2006/2007) : 001 : Projet de loi. — 002 : Amendements. — 003 : Amendements. — 004 : Rapport fait au nom de la commission. — 005 : Texte adopté par la commission. — 006 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi :

Compte rendu intégral : 1^{er} mars 2007.

Sénat.

Documents : 3-2094-2006/2007. — 001 : Projet transmis par la Chambre. — 002 : Amendements. — 003 : Rapport fait au nom de la commission. — 004 : Texte corrigé par la commission. — 005 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Voir aussi :

Annales du Sénat : 29 mars 2007.

TITEL IX. — *Inwerkingtreding*

Art. 157. Met uitzondering van dit artikel, dat in werking treedt de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, treedt deze wet in werking op de dag die de Koning voor elk artikel van de wet bepaalt, en uiterlijk op de eerste dag van de achttiende maand na die waarin deze wet is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken : DOC 51 2841 (2006/2007) : 001 : Wetsontwerp. — 002 : Amendementen. — 003 : Amendementen. — 004 : Verslag namens de commissie. — 005 : Tekst aangenomen door de commissie. — 006 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Ziek ook :

Integraal verslag : 1 maart 2007.

Senaat.

Stukken : 3-2094-2006/2007 : 001 : Ontwerp overgezonden door de Kamer. — 002 : Amendementen. — 003 : Verslag namens de commissie. — 004 : Tekst verbeterd door de commissie. — 005 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Zie ook :

Handelingen van de Senaat : 29 maart 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 3061

[C — 2007/09525]

26 AVRIL 2007. — Loi relative à la mise à disposition du tribunal de l'application des peines (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le Code pénal*

Art. 2. Dans le livre 1^{er}, chapitre II, du Code pénal, l'article 7, alinéa 2, 2°, abrogé par la loi du 9 avril 1930, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 2° la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines. »

Art. 3. Il est inséré dans le livre 1^{er}, chapitre II, section V, du même Code, une sous-section I^{ère}bis, comprenant les articles 34bis à 34quinquies, rédigée comme suit :

« Sous-section I^{ère}bis. — De la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines

Art. 34bis. — La mise à la disposition du tribunal de l'application des peines est une peine complémentaire qui doit ou peut être prononcée dans les cas prévus par la loi aux fins de protection de la société à l'égard de personnes ayant commis certains faits graves portant atteinte à l'intégrité de personnes. Cette peine complémentaire prend cours à l'expiration de l'emprisonnement principal effectif ou de la réclusion.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 3061

[C — 2007/09525]

26 APRIL 2007. — Wet betreffende de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het Strafwetboek*

Art. 2. In boek I, hoofdstuk II, van het Strafwetboek, wordt artikel 7, tweede lid, 2°, opgeheven door de wet van 9 april 1930, hersteld in de volgende lezing :

« 2° Terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank. »

Art. 3. In boek I, hoofdstuk II, afdeling V, van hetzelfde wetboek wordt een onderafdeling Ibis ingevoegd, die de artikelen 34bis tot en met 34quinquies omvat, luidende :

« Onderafdeling Ibis. — De terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank

Art. 34bis. — De terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank is een bijkomende straf die in de door de wet bepaalde gevallen moet of kan worden uitgesproken met het oog op de bescherming van de maatschappij tegen personen die bepaalde ernstige strafbare feiten plegen die de integriteit van personen aantasten. Deze bijkomende straf gaat in na het verstrijken van de effectieve hoofdgevangenisstraf of van de opsluiting.

Art. 34ter. — Les cours et tribunaux prononcent une mise à la disposition du tribunal de l'application des peines pour une période de cinq ans minimum et de quinze ans maximum, prenant cours au terme de la peine principale effective, dans le cadre des condamnations suivantes :

1° les condamnations sur la base de l'article 54, sauf si la peine antérieure a été prononcée pour un crime politique;

2° les condamnations qui, sur la base de l'article 57, constatent une récidive de crime sur crime, sauf si la peine antérieure a été prononcée pour un crime politique;

3° les condamnations à une peine criminelle sur la base des articles 137, si l'infraction a occasionné la mort, 376, alinéa 1^{er}, 417ter, alinéa 3, 2°, et 428, § 5.

Art. 34quater. — Les cours et tribunaux peuvent prononcer une mise à la disposition du tribunal de l'application des peines pour une période de cinq ans minimum et de quinze ans maximum, prenant cours à l'expiration de la peine principale effective, dans le cadre des condamnations suivantes :

1° les condamnations à l'égard de personnes qui, après avoir été condamnées à une peine d'au moins cinq ans d'emprisonnement pour des faits ayant causé intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale, sont à nouveau condamnées pour des faits similaires dans un délai de dix ans à compter du moment où la condamnation est passée en force de chose jugée;

2° les condamnations sur la base des articles 136bis à 136septies, 347bis, § 4, 1°, in fine, 393 à 397, 417quater, alinéa 3, 2°, 433octies, 1°, 475, 518, alinéa 3, et 532;

3° les condamnations sur la base des articles 372, 373, alinéas 2 et 3, 375, 376, alinéas 2 et 3, 377, alinéas 1^{er}, 2, 4 et 6.

Art. 34quinquies. — Dans le cas où la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines n'est pas légalement obligatoire, les procédures relatives aux infractions qui forment la base de la récidive sont jointes au dossier de la poursuite et les motifs de la décision y sont spécifiés. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine*

Art. 4. Il est inséré dans la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine un titre XIbis, rédigé comme suit :

« Titre XIbis. — Des compétences particulières du tribunal de l'application des peines

Chapitre 1^{er}. — De la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 95/2. — § 1^{er}. La mise à la disposition du tribunal de l'application des peines prononcée à l'égard du condamné conformément aux articles 34bis à 34quater du Code pénal prend cours à l'expiration de la peine principale effective.

§ 2. Le tribunal de l'application des peines décide préalablement à l'expiration de la peine principale effective conformément à la procédure établie à la section 2, soit de priver de liberté, soit de libérer sous surveillance le condamné mis à disposition.

Après examen par le tribunal d'application des peines prévu à l'alinéa 1^{er}, le condamné qui bénéficiait d'une libération conditionnelle au terme de sa peine effective est placé en libération sous surveillance, le cas échéant avec des conditions telles que prévues au § 2 de l'article 95/7,

§ 3. Le condamné mis à disposition est privé de sa liberté lorsqu'il existe dans son chef un risque qu'il commette des infractions graves portant atteinte à l'intégrité physique ou psychique de tiers et qu'il n'est pas possible d'y pallier en imposant des conditions particulières dans le cadre d'une libération sous surveillance.

Section 2. — De la procédure d'exécution de la mise à disposition

Art. 95/3. — § 1^{er}. Si le condamné est en détention, le directeur rend un avis au plus tard quatre mois avant l'expiration de la peine principale effective.

Art. 34ter. — De hoven en rechtbanken spreken een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank uit voor een periode van minimum vijf en maximum vijftien jaar die ingaat na afloop van de effectieve hoofdstraf bij de volgende veroordelingen :

1° De veroordelingen die toepassing maken van het artikel 54, behalve indien de vroegere straf voor een politieke misdaad werd opgelegd;

2° De veroordelingen die, toepassing makend van het artikel 57, een herhaling van misdaad op misdaad vaststellen, behalve indien de vroegere straf voor een politieke misdaad werd opgelegd.

3° De veroordelingen tot een criminele straf op grond van de artikelen 137, ingeval dit de dood heeft veroorzaakt, 376, eerste lid, 417ter, derde lid, 2°, en 428, § 5.

Art. 34quater. — De hoven en rechtbanken kunnen een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank uitspreken voor een periode van minimum vijf en maximum vijftien jaar die ingaat na afloop van de effectieve hoofdstraf bij de volgende gevallen :

1° De veroordelingen ten aanzien van personen die, na tot een straf van ten minste vijf jaar gevangenis te zijn veroordeeld wegens feiten waardoor opzettelijk ernstig lijden of ernstig lichamelijk letsel of schade aan de geestelijke of lichamelijke gezondheid wordt veroorzaakt, binnen een termijn van tien jaar, te rekenen vanaf het ogenblik dat de veroordeling in kracht van gewijsde is gegaan, opnieuw veroordeeld wordt wegens gelijkaardige feiten;

2° De veroordelingen op grond van de artikelen 136bis, 136ter, 136quater, 136quinquies, 136sexies, 136septies, 347bis, § 4, 1° in fine, 393, 394, 395, 396, 397, 417quater, lid 3, 2°, 433octies, 1°, 475, 518, lid 3, en 532;

3° De veroordelingen op grond van de artikelen 372, 373, tweede en derde lid, 375, 376, tweede en derde lid, 377, eerste, tweede, vierde en zesde lid.

Art. 34quinquies. — Ingeval de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank niet wettelijk verplicht is, worden de procedures betreffende de misdrijven die als grondslag voor de herhaling gelden, bij het dossier der vervolging gevoegd en de gronden van de beslissing worden erin omschreven. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten*

Art. 4. In de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten wordt een titel XIbis ingevoegd, luidende :

« Titel XIbis. — Bijzondere bevoegdheden van de strafuitvoeringsrechtbank

Hoofdstuk I. — De terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 95/2. — § 1. De terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank die overeenkomstig de artikelen 34bis tot en met 34quater van het Strafwetboek ten aanzien van de veroordeelde is uitgesproken, neemt een aanvang bij het verstrijken van de effectieve hoofdstraf.

§ 2. De strafuitvoeringsrechtbank beslist voorafgaand aan het verstrijken van de effectieve hoofdstraf, overeenkomstig de procedure bepaald in afdeling 2, hetzij tot vrijheidsbeneming, hetzij tot invrijheidstelling onder toezicht van de terbeschikkinggestelde veroordeelde.

Na het in het eerste lid bedoelde onderzoek door de strafuitvoeringsrechtbank, wordt de veroordeelde aan wie een voorwaardelijke invrijheidstelling was verleend op het einde van zijn effectieve straf in vrijheid onder toezicht gesteld, in voorkomend geval met voorwaarden zoals bedoeld in § 2 van artikel 95/7.

§ 3. De ter beschikking gestelde veroordeelde wordt van zijn vrijheid benomen indien in zijn hoofde een risico op het plegen van ernstige strafbare feiten, die de fysieke of psychische integriteit van derden aantasten, bestaat dat in geval van een invrijheidstelling onder toezicht niet kan worden ondervangen door het opleggen van bijzondere voorwaarden.

Afdeling 2. — Uitvoeringsprocedure van de terbeschikkingstelling

Art. 95/3. — § 1. De directeur, indien de veroordeelde gedetineerd is, brengt uiterlijk vier maanden voor het verstrijken van de effectieve hoofdstraf een advies uit.

§ 2. L'avis du directeur contient un avis motivé relatif à la privation de liberté ou à la libération sous surveillance. Le cas échéant, le directeur mentionne les conditions particulières qu'il estime nécessaires d'imposer au condamné.

L'article 31, §§ 1^{er}, 2 et 4, est d'application.

Si le condamné subit une peine pour des faits visés aux articles 372, 373, alinéas 2 et 3, 375, 376, alinéas 2 et 3, ou 377, alinéas 1^{er}, 2, 4 et 6 du Code pénal, l'avis doit être accompagné d'un avis motivé d'un service ou d'une personne spécialisé(e) dans l'expertise diagnostique des délinquants sexuels. Cet avis contient une appréciation de la nécessité d'imposer un traitement.

Art. 95/4. — Dans le mois de la réception de l'avis du directeur ou, si le condamné n'est pas en détention, au plus tard quatre mois avant sa libération définitive conformément aux articles 44, § 5, 71 et 80, ou au plus tard un mois après le retour sur le territoire du condamné pour lequel le délai d'épreuve a pris fin à la suite de la libération provisoire accordée conformément à l'article 47, § 2, le ministère public rédige un avis motivé qu'il communique au tribunal de l'application des peines. Il en transmet une copie au condamné et au directeur.

Art. 95/5. — § 1^{er}. L'examen de l'affaire a lieu à la première audience utile du tribunal de l'application des peines après réception de l'avis du ministère public. Cette audience a lieu au plus tard deux mois avant l'expiration de la peine principale effective. Si l'avis du ministère public n'est pas communiqué dans le délai fixé à l'article 95/4, le ministère public doit rendre son avis par écrit avant ou pendant l'audience.

§ 2. Le condamné, le directeur, si le condamné est en détention, et la victime sont informés par pli judiciaire des lieu, jour et heure de l'audience.

Le dossier est tenu au moins quatre jours avant la date fixée pour l'audience à la disposition du condamné et de son conseil pour consultation au greffe du tribunal de l'application des peines ou, si le condamné est en détention, au greffe de la prison où il subit sa peine.

Le condamné peut, à sa demande, obtenir une copie du dossier.

Art. 95/6. — Le tribunal de l'application des peines entend le condamné et son conseil, le ministère public et, si le condamné est en détention, le directeur.

La victime est entendue sur les conditions particulières imposées dans son intérêt.

La victime peut se faire représenter ou assister par un conseil et peut se faire assister par le délégué d'un organisme public ou d'une association agréée à cette fin par le Roi.

Le tribunal de l'application des peines peut décider d'entendre également d'autres personnes.

Sauf dans les cas où la publicité des débats est dangereuse pour l'ordre public, les bonnes mœurs ou la sécurité nationale, l'audience est publique si le condamné en fait la demande.

Art. 95/7. — § 1^{er}. Le tribunal de l'application des peines rend sa décision dans les quatorze jours de la mise en délibéré.

§ 2. Si le tribunal de l'application des peines accorde la libération sous surveillance, il établit que le condamné mis à disposition est soumis aux conditions générales fixées à l'article 55.

Le tribunal de l'application des peines peut soumettre le condamné mis à disposition à des conditions particulières individualisées qui pallient au risque qu'il commette des infractions graves susceptibles de porter atteinte à l'intégrité physique ou psychique de personnes ou qui s'avèrent nécessaires dans l'intérêt des victimes.

Dans le cas où le condamné est mis à la disposition du tribunal de l'application des peines pour un des faits visés aux articles 372, 373, alinéas 2 et 3, 375, 376, alinéas 2 et 3, ou 377, alinéas 1^{er}, 2, 4 et 6, du Code pénal, le tribunal de l'application des peines peut assortir la libération sous surveillance de la condition de suivre une guidance ou un traitement auprès d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement de délinquants sexuels. Le tribunal de l'application des peines fixe la durée de la période pendant laquelle le condamné devra suivre cette guidance ou ce traitement.

§ 2. Het advies van de directeur omvat een gemotiveerd advies tot vrijheidsbeneming of invrijheidstelling onder toezicht. In voorkomend geval vermeldt hij de bijzondere voorwaarden die hij nodig acht op te leggen aan de veroordeelde.

Artikel 31, §§ 1, 2 en 4, is van toepassing.

Indien de veroordeelde een straf ondergaat voor feiten bedoeld in de artikelen 372, 373, tweede en derde lid, 375, 376, tweede en derde lid, of 377, eerste, tweede, vierde en zesde lid, van het Strafwetboek, moet het advies worden ingediend samen met een met redenen omkleed advies van een dienst of persoon die gespecialiseerd is in de diagnostische expertise van seksuele delinquenten. Dit advies omvat een beoordeling van de noodzaak om een behandeling op te leggen.

Art. 95/4. — Binnen een maand na de ontvangst van het advies van de directeur of, indien de veroordeelde niet gedetineerd is, uiterlijk vier maanden voorafgaand aan zijn definitieve invrijheidstelling bepaald in de artikelen 44, § 5, 71 en 80 of uiterlijk één maand nadat de veroordeelde wiens proeftermijn ingevolge de overeenkomstig artikel 47, § 2, verleende voorlopige invrijheidstelling verstreken is op het grondgebied is teruggekeerd, stelt het openbaar ministerie een met redenen omkleed advies op, zendt dit over aan de strafuitvoeringsrechtbank. Het openbaar ministerie deelt het in afschrift mee aan de veroordeelde en de directeur.

Art. 95/5. — § 1. De behandeling van de zaak vindt plaats op de eerste nuttige zitting van de strafuitvoeringsrechtbank na de ontvangst van het advies van het openbaar ministerie. Deze zitting moet plaatsvinden uiterlijk twee maanden vóór het verstrijken van de effectieve hoofdstraf. Ingeval het advies van het openbaar ministerie niet wordt toegezonden binnen de bij 95/4 bepaalde termijn, dient het openbaar ministerie zijn advies schriftelijk uit te brengen voor of tijdens de zitting.

§ 2. De veroordeelde, de directeur, indien de veroordeelde gedetineerd is, en het slachtoffer worden bij gerechtsbrief in kennis gesteld van de dag, het uur en de plaats van de zitting.

Het dossier wordt gedurende ten minste vier dagen voor de datum waarop de zitting is vastgesteld voor inzage ter beschikking gesteld van de veroordeelde en zijn raadsman op de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank, of, indien de veroordeelde gedetineerd is, op de griffie van de gevangenis waar de veroordeelde zijn straf ondergaat.

De veroordeelde kan, op zijn verzoek, een afschrift van het dossier verkrijgen.

Art. 95/6. — De strafuitvoeringsrechtbank hoort de veroordeelde en zijn raadsman, het openbaar ministerie en, indien de veroordeelde gedetineerd is, de directeur.

Het slachtoffer wordt gehoord over de bijzondere voorwaarden die in zijn belang moeten worden opgelegd.

Het slachtoffer kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een raadsman en kan zich laten bijstaan door de gemachtigde van een overheidsinstelling of een door de Koning hiertoe erkende vereniging.

De strafuitvoeringsrechtbank kan beslissen eveneens andere personen te horen.

Behoudens in de gevallen dat de openbaarheid gevaar oplevert voor de openbare orde, de goede zeden of de nationale veiligheid, is de zitting openbaar indien de veroordeelde hierom verzoekt.

Art. 95/7. — § 1. De strafuitvoeringsrechtbank beslist binnen veertien dagen nadat de zaak in beraad is genomen.

§ 2. Indien de strafuitvoeringsrechtbank de invrijheidstelling onder toezicht toekent, bepaalt zij dat de ter beschikking gestelde veroordeelde wordt onderworpen aan de algemene voorwaarden zoals bepaald door artikel 55.

De strafuitvoeringsrechtbank kan de ter beschikking gestelde veroordeelde onderwerpen aan geïndividualiseerde bijzondere voorwaarden die het risico van het plegen van ernstige strafbare feiten, die de fysieke of psychische integriteit van personen kunnen aantasten, ondervangen of die noodzakelijk blijken in het belang van de slachtoffers.

Indien de veroordeelde ter beschikking van de strafuitvoeringsrechtbank is gesteld voor één van de feiten bedoeld in de artikelen 372, 373, tweede en derde lid, 375, 376, tweede en derde lid, 377, eerste, tweede, vierde en zesde lid van het Strafwetboek, kan de strafuitvoeringsrechtbank aan de toekenning van de invrijheidstelling onder toezicht de voorwaarde verbinden van het volgen van een begeleiding of behandeling bij een dienst die in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten is gespecialiseerd. De strafuitvoeringsrechtbank bepaalt de termijn gedurende dewelke de veroordeelde deze begeleiding of behandeling moet volgen.

§ 3. Le jugement est notifié dans les vingt-quatre heures, par pli judiciaire, au condamné et porté par écrit à la connaissance du ministère public et, si le condamné est en détention, du directeur.

La victime est informée dans les vingt-quatre heures par écrit de la décision et, en cas de libération sous surveillance, des conditions qui sont imposées dans son intérêt.

§ 4. Le jugement d'octroi de la mise en liberté sous surveillance est communiqué aux autorités et instances suivantes :

- le chef de corps de la police locale de la commune où le condamné s'établira;
- la banque de données nationale visée à l'article 44/4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;
- le cas échéant, le directeur de la maison de justice de l'arrondissement judiciaire du lieu de résidence du condamné.

Art. 95/8. — Le jugement est exécutoire le jour où le condamné a subi sa peine principale effective ou, en cas de libération anticipée, le jour où le condamné est définitivement remis en liberté conformément aux articles 44, § 5, 71 ou 80.

Art. 95/9. — S'il se produit, après la décision d'octroi d'une libération sous surveillance mais avant son exécution, une situation incompatible avec les conditions fixées dans cette décision, le tribunal de l'application des peines peut, sur réquisition du ministère public, prendre une nouvelle décision, en ce compris le retrait de la libération sous surveillance.

L'article 61, §§ 2 à 4, est d'application.

Section 3. — Du déroulement de la privation de liberté

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 95/10. — Au début de la privation de liberté, le directeur informe par écrit le condamné des possibilités d'octroi des modalités d'exécution de la peine visées dans la présente section.

Sous-section 2. — De la permission de sortie et du congé pénitentiaire

Art. 95/11. — § 1^{er}. Pendant la période de privation de liberté, le tribunal de l'application des peines peut, à la demande du condamné mis à disposition, lui accorder une permission de sortie telle que visée à l'article 4, §§ 1^{er} et 2, ou un congé pénitentiaire tel que visé à l'article 6.

Si cela s'avère nécessaire, le tribunal de l'application des peines peut également accorder des permissions de sortie en vue de préparer la réinsertion sociale du condamné mis à disposition. Les permissions de sortie peuvent être accordées avec une périodicité déterminée.

La permission de sortie ou le congé pénitentiaire est accordé à condition qu'il n'existe pas dans le chef du condamné de contre-indications auxquelles la fixation de conditions particulières acceptées par le condamné mis à disposition ne puisse répondre; ces contre-indications portent sur le risque que le condamné se soustraie à l'exécution de sa peine, sur le risque qu'il commette des infractions graves pendant la permission de sortie ou le congé pénitentiaire ou sur le risque qu'il importune les victimes.

Art. 95/12. — § 1^{er}. La demande écrite est déposée au greffe de la prison, lequel la transmet dans les vingt-quatre heures au greffe du tribunal de l'application des peines et en communique une copie au directeur.

§ 2. Dans le cas où il s'agit d'une demande de congé pénitentiaire, le directeur rédige son avis motivé dans les deux mois de la réception de la demande.

Le directeur peut charger le Service des Maisons de justice du service public fédéral Justice de rédiger un rapport d'information succinct ou de procéder à une enquête sociale dans le milieu d'accueil proposé par le condamné pour le congé pénitentiaire.

Dans le cas où il s'agit d'une demande de permission de sortie, le directeur rédige son avis motivé sans délai.

L'avis motivé visé aux alinéas 1^{er} et 3 est communiqué au tribunal de l'application des peines; il contient, le cas échéant, une proposition de conditions particulières que le directeur estime nécessaires d'imposer. Une copie de l'avis est transmise au condamné et au ministère public.

§ 3. Het vonnis wordt binnen vierentwintig uur bij gerechtsbrief ter kennis gebracht van de veroordeelde en schriftelijk ter kennis gebracht van het openbaar ministerie en, indien de veroordeelde gedetineerd is, van de directeur.

Het slachtoffer wordt binnen vierentwintig uur schriftelijk op de hoogte gebracht van de beslissing en, ingeval van een invrijheidstelling onder toezicht, van de voorwaarden die in zijn belang zijn opgelegd.

§ 4. Het vonnis tot toekenning van de invrijheidstelling onder toezicht wordt meegedeeld aan de volgende autoriteiten en instanties :

- aan de korpschef van de lokale politie van de gemeente waar de veroordeelde zich zal vestigen;
- aan de nationale gegevensbank zoals bedoeld in artikel 44/4 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;
- in voorkomend geval, aan de directeur van het justitiehuis van het gerechtelijk arrondissement waarin de veroordeelde zijn verblijfsplaats heeft;

Art. 95/8. — Het vonnis wordt uitvoerbaar op de dag dat de veroordeelde zijn effectieve hoofdstraf heeft ondergaan of, in geval van vervroegde invrijheidstelling, op de dag dat de veroordeelde overeenkomstig de artikelen 44, § 5, 71 of 80 definitief in vrijheid wordt gesteld.

Art. 95/9. — Indien zich, nadat de beslissing tot toekenning van de invrijheidstelling onder toezicht is genomen, maar voor de uitvoering ervan, een situatie voordoet die onverenigbaar is met de voorwaarden die in deze beslissing zijn bepaald, kan de strafuitvoeringsrechtbank, op vordering van het openbaar ministerie, een nieuwe beslissing nemen, met inbegrip van de intrekking van de invrijheidstelling onder toezicht.

Artikel 61, §§ 2 tot 4, is van toepassing.

Afdeling 3. — Het verloop van de vrijheidsbeneming

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. 95/10. — Bij de aanvang van de vrijheidsbeneming licht de directeur de veroordeelde schriftelijk in over de mogelijkheden tot toekenning van de in deze afdeling bedoelde strafuitvoeringsmodaliteiten.

Onderafdeling 2. — Uitgaansvergunning en penitentiair verlof

Art. 95/11. — § 1. De strafuitvoeringsrechtbank kan tijdens deze periode van vrijheidsbeneming een uitgaansvergunning, zoals bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2, of een penitentiair verlof, zoals bedoeld in artikel 6, toekennen op verzoek van de terbeschikkinggestelde.

Ingeval zulks nodig is, kan de strafuitvoeringsrechtbank tevens uitgaansvergunningen toekennen om de sociale reïntegratie van de ter beschikking gestelde veroordeelde voor te bereiden. De uitgaansvergunningen kunnen met een bepaalde periodiciteit worden toegekend.

De uitgaansvergunning of het penitentiair verlof wordt toegekend op voorwaarde dat er in hoofde van de veroordeelde geen tegenaanwijzingen bestaan waaraan men niet tegemoet kan komen door het opleggen van bijzondere voorwaarden die door de terbeschikkinggestelde worden aanvaard; deze tegenaanwijzingen hebben betrekking op het gevaar dat de veroordeelde zich aan de uitvoering van zijn straf zou onttrekken, op het risico dat hij tijdens de uitgaansvergunning of het penitentiair verlof ernstige strafbare feiten zou plegen of op het risico dat hij de slachtoffers zou verontrusten.

Art. 95/12. — § 1. Het schriftelijk verzoek wordt ingediend op de griffie van de gevangenis die het verzoek binnen vierentwintig uur aan de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank verzendt en een afschrift bezorgt aan de directeur.

§ 2. Ingeval het een verzoek om een penitentiair verlof betreft, stelt de directeur binnen twee maanden na de ontvangst van het verzoek zijn met redenen omkleed advies op.

De directeur kan de Dienst Justitiehuisen van de federale overheidsdienst Justitie opdragen een beknopt voorlichtingsrapport op te stellen of een maatschappelijke enquête te houden in het door de veroordeelde voor het penitentiair verlof voorgestelde opvangmilieu.

Ingeval het een verzoek om uitgaansvergunning betreft, stelt de directeur onverwijld zijn met redenen omkleed advies op.

Het met redenen omkleed advies, bedoeld in het eerste en derde lid, wordt overgezonden aan de strafuitvoeringsrechtbank en omvat, in voorkomend geval, een voorstel van bijzondere voorwaarden die de directeur nodig acht op te leggen. Een afschrift van het advies wordt meegedeeld aan de veroordeelde en aan het openbaar ministerie.

§ 3. Si l'avis du directeur n'est pas communiqué dans le délai prévu au § 2, le président du tribunal de première instance peut, à la demande écrite du condamné mis à disposition, condamner le ministre sous peine d'astreinte à émettre son avis, par l'intermédiaire du directeur dans le délai prévu par le président du tribunal de première instance et à communiquer au condamné une copie de cet avis.

Le président statue après avoir entendu le condamné mis à disposition et le ministre ou son délégué, sur avis du ministère public dans les cinq jours de la réception de la demande.

Cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

Art. 95/13. — § 1^{er}. Dans les sept jours de la réception de l'avis du directeur, le ministère public rédige un avis motivé, le transmet au tribunal de l'application des peines et en communique une copie au condamné et au directeur.

§ 2. Si le tribunal de l'application des peines l'estime utile pour pouvoir se prononcer sur la demande de permission de sortie ou de congé pénitentiaire, ou sur demande du condamné mis à disposition, il peut organiser une audience. Cette audience doit avoir lieu au plus tard un mois après la réception de l'avis du directeur.

Le dossier est tenu au moins quatre jours avant la date fixée pour l'audience à la disposition du condamné et de son conseil pour consultation au greffe de la prison où il subit sa peine.

Le condamné peut, à sa demande, obtenir une copie du dossier.

§ 3. La personne condamnée mise à disposition, son conseiller, le directeur et le ministère public sont entendus.

Le tribunal de l'application des peines peut décider d'entendre aussi d'autres personnes.

Sauf dans les cas où la publicité des débats est dangereuse pour l'ordre public, les bonnes mœurs ou la sécurité nationale, l'audience est publique si le condamné en fait la demande.

Art. 95/14. — § 1^{er}. Dans les quatorze jours de la réception de l'avis du directeur ou, si une audience a lieu, dans les quinze jours après la mise en délibéré, le tribunal de l'application des peines rend sa décision.

§ 2. Le tribunal de l'application des peines assortit la décision d'octroi de la condition générale selon laquelle le condamné mis à disposition ne peut commettre de nouvelles infractions. Le cas échéant, il fixe les conditions particulières compte tenu des dispositions de l'article 95/11, § 1^{er}, alinéa 3.

§ 3. La décision d'octroi d'une permission de sortie en établit la durée qui ne peut excéder seize heures.

La décision d'octroi du congé pénitentiaire est réputée être renouvelée d'office chaque trimestre sauf décision contraire du tribunal de l'application des peines.

Le directeur décide, après concertation avec le condamné mis à disposition, de la répartition du congé accordé pour chaque trimestre.

§ 4. Le jugement est notifié dans les vingt-quatre heures, par pli judiciaire, au condamné et porté par écrit à la connaissance du ministère public et du directeur. La victime est informée par écrit et dans les vingt-quatre heures de l'octroi d'un premier congé pénitentiaire et, le cas échéant, des conditions imposées dans son intérêt.

§ 5. Le jugement d'octroi d'une permission de sortie ou d'un congé pénitentiaire est communiqué au chef de corps de la police locale de la commune où le condamné résidera, et à la banque de données nationale visée à l'article 44/4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

Art. 95/15. — Si un congé pénitentiaire ou une permission de sortie est refusé, le condamné mis à disposition peut introduire une nouvelle demande au plus tôt trois mois après la date de la décision.

Ce délai pour introduire une nouvelle demande peut être réduit sur avis motivé du directeur.

Art. 95/16. — § 1^{er}. Le ministère public peut saisir le tribunal de l'application des peines en vue de la révocation, de la suspension ou de la révision de la décision d'octroi du congé pénitentiaire ou de la permission de sortie avec périodicité, en cas de non-respect des conditions de la décision d'octroi ou si le condamné met gravement en péril l'intégrité physique ou psychique de tiers.

§ 2. En cas de suspension, l'article 66 est d'application.

§ 3. Indien het advies van de directeur niet wordt meegedeeld binnen de in § 2 bepaalde termijn, kan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg op schriftelijk verzoek van de ter beschikking gestelde veroordeelde, de minister op straffe van een dwangsom veroordelen tot het uitbrengen van zijn advies, via de directeur, binnen de termijn voorzien door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg en om aan de veroordeelde een afschrift van dit advies ter kennis te brengen.

De voorzitter doet uitspraak na de ter beschikking gestelde veroordeelde en de minister of zijn gemachtigde te hebben gehoord, op advies van het openbaar ministerie, binnen vijf dagen na ontvangst van het verzoek.

Tegen deze beslissing staat geen enkel rechtsmiddel open.

Art. 95/13. — § 1. Binnen zeven dagen na de ontvangst van het advies van de directeur, stelt het openbaar ministerie een met redenen omkleed advies op, zendt dit over aan de strafuitvoeringsrechtbank en deelt het in afschrift mee aan de veroordeelde en de directeur.

§ 2. Indien de strafuitvoeringsrechtbank het nuttig acht om te kunnen oordelen over het verzoek om een uitgaansvergunning of penitentiaire verlof, of op verzoek van de ter beschikking gestelde veroordeelde, kan hij een zitting organiseren. Deze zitting moet plaatsvinden ten laatste één maand na de ontvangst van het advies van de directeur.

Het dossier wordt gedurende ten minste vier dagen voor de datum waarop de zitting is vastgesteld voor inzage ter beschikking gesteld van de veroordeelde en zijn raadsman op de griffie van de gevangenis waar de veroordeelde zijn straf ondergaat.

De veroordeelde kan, op zijn verzoek, een afschrift van het dossier verkrijgen.

§ 3. De ter beschikking gestelde veroordeelde, zijn raadsman, de directeur en het openbaar ministerie worden gehoord.

De strafuitvoeringsrechtbank kan beslissen eveneens andere personen te horen.

Behoudens in de gevallen dat de openbaarheid gevaar oplevert voor de openbare orde, de goede zeden of de nationale veiligheid, is de zitting openbaar indien de veroordeelde hierom verzoekt.

Art. 95/14. — § 1 Binnen veertien dagen na de ontvangst van het advies van de directeur of, indien er een zitting heeft plaatsgevonden, binnen vijftien dagen nadat de zaak in beraad is genomen, beslist de strafuitvoeringsrechtbank.

§ 2. De strafuitvoeringsrechtbank verbindt aan de beslissing tot toekenning de algemene voorwaarde dat de terbeschikkinggestelde geen nieuwe strafbare feiten mag plegen. In voorkomend geval bepaalt zij de bijzondere voorwaarden, rekening houdend met de bepalingen van artikel 95/11, § 1, derde lid.

§ 3. De beslissing tot toekenning van een uitgaansvergunning bepaalt de duur ervan, die niet meer dan zestien uur mag bedragen.

Behoudens andersluidende beslissing van de strafuitvoeringsrechtbank wordt de beslissing tot toekenning van penitentiair verlof geacht van rechtswege elk kwartaal te worden hernieuwd.

De directeur beslist, na overleg met de terbeschikkinggestelde, over de verdeling van het toegestane verlof voor elk trimester.

§ 4. Het vonnis wordt binnen vierentwintig uur bij gerechtsbrief ter kennis gebracht van de veroordeelde en schriftelijk ter kennis gebracht van het openbaar ministerie en van de directeur. Het slachtoffer wordt binnen vierentwintig uur schriftelijk op de hoogte gebracht van de toekenning van een eerste penitentiair verlof en, in voorkomend geval, van de voorwaarden die in zijn belang zijn opgelegd.

§ 5. Het vonnis tot toekenning van een uitgaansvergunning of een penitentiair verlof wordt meegedeeld aan de korpschef van de lokale politie van de gemeente waar de veroordeelde zal verblijven en aan de nationale gegevensbank zoals bedoeld in artikel 44/4 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.

Art. 95/15. — Indien het penitentiair verlof of de uitgaansvergunning wordt geweigerd, kan de terbeschikkinggestelde een nieuwe aanvraag indienen ten vroegste drie maanden na de datum van deze beslissing.

Deze termijn om een nieuwe aanvraag in te dienen kan worden verkort op gemotiveerd advies van de directeur.

Art. 95/16. — § 1. Het openbaar ministerie kan, met het oog op de herroeping, schorsing of herziening van de beslissing tot toekenning van het penitentiair verlof of de uitgaansvergunning met periodiciteit, de zaak aanhangig maken bij de strafuitvoeringsrechtbank indien de voorwaarden van de beslissing tot toekenning niet worden nageleefd of indien de veroordeelde de fysieke of psychische integriteit van derden ernstig in gevaar brengt.

§ 2. In geval van schorsing is artikel 66 van toepassing.

§ 3. En cas de révision, le tribunal de l'application des peines peut renforcer les conditions imposées ou imposer des conditions supplémentaires. La décision d'octroi du congé pénitentiaire ou de la permission de sortie est toutefois révoquée si le condamné ne marque pas son accord sur les nouvelles conditions.

Si le tribunal de l'application des peines décide de renforcer les conditions imposées ou d'imposer des conditions supplémentaires, il fixe le moment à partir duquel cette décision devient exécutoire.

§ 4. L'article 68, § 1^{er}, alinéas 1^{er} à 3, § 2, alinéas 1 et 2, § 3, alinéas 1^{er} à 4, et § 4, est d'application.

§ 5. Le jugement est notifié dans les vingt-quatre heures, par pli judiciaire, au condamné et porté par écrit à la connaissance du ministère public et du directeur.

S'il s'agit d'un jugement de révocation, de suspension concernant un congé pénitentiaire, ou en cas de révision des conditions modifiées dans son intérêt, la victime est informée par écrit de la décision, dans les vingt-quatre heures.

Le jugement de révocation, de suspension ou de révision est communiqué au chef de corps de la police locale de la commune où le condamné réside, et à la banque de données nationale visée à l'article 44/4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

Art. 95/17. — § 1^{er}. Dans les cas pouvant donner lieu à révocation du congé pénitentiaire ou de la permission de sortie, visés à l'article 95/16, le procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné mis à disposition se trouve, peut ordonner l'arrestation provisoire de celui-ci, à charge d'en donner immédiatement avis au tribunal de l'application des peines compétent.

§ 2. Le tribunal de l'application des peines compétent se prononce sur la suspension du congé pénitentiaire ou de la permission de sortie dans les sept jours ouvrables qui suivent l'incarcération du condamné mis à disposition. Ce jugement est communiqué par écrit, dans les vingt-quatre heures, au condamné mis à disposition, au ministère public et au directeur.

La décision de suspension est valable pour une durée d'un mois, conformément à l'article 66, § 3.

Sous-section 3. — De la détention limitée et de la surveillance électronique

Art. 95/18. — § 1^{er}. Pendant la période de privation de liberté, le tribunal de l'application des peines peut accorder au condamné mis à disposition une détention limitée telle que visée à l'article 21 ou une surveillance électronique telle que visée à l'article 22.

Les articles 47, § 1^{er}, et 48 sont d'application.

§ 2. La procédure d'octroi se déroule conformément aux articles 37, 49, 51, 52 et 53, alinéas 1 à 4.

Sauf dans les cas où la publicité des débats est dangereuse pour l'ordre public, les bonnes mœurs ou la sécurité nationale, l'audience est publique si le condamné mis à disposition en fait la demande.

Le tribunal de l'application des peines rend sa décision conformément à l'article 54.

Si le tribunal de l'application des peines n'accorde pas la détention limitée ou la surveillance électronique, il indique dans son jugement la date à laquelle le condamné mis à disposition peut introduire une nouvelle demande. Ce délai ne peut excéder six mois à compter du jugement.

Les articles 55, 56 et 58 s'appliquent à la décision du tribunal de l'application des peines.

Le jugement d'octroi d'une détention limitée ou d'une surveillance électronique est exécutoire à partir du jour où il est passé en force de chose jugée. Toutefois, le tribunal de l'application des peines peut fixer à une date ultérieure le moment où le jugement sera exécutoire.

Art. 95/19. — S'il se produit, après la décision d'octroi d'une détention limitée ou d'une surveillance électronique mais avant son exécution, une situation incompatible avec les conditions fixées dans cette décision, le tribunal de l'application des peines peut, sur réquisition du ministère public, prendre une nouvelle décision, en ce compris le retrait de la détention limitée ou de la surveillance électronique.

L'article 61, §§ 2 à 4, est d'application.

Art. 95/20. — Les articles 62 et 63 sont d'application pour le suivi et le contrôle de la détention limitée et de la surveillance électronique.

Le titre VIII est d'application.

§ 3. In geval van herziening kan de strafuitvoeringsrechtbank de opgelegde voorwaarden verscherpen of bijkomende voorwaarden opleggen. De beslissing tot toekenning van het penitentiair verlof of de uitgaansvergunning wordt evenwel herroepen, indien de veroordeelde niet instemt met de nieuwe voorwaarden.

Indien de strafuitvoeringsrechtbank beslist de opgelegde voorwaarden te verscherpen of bijkomende voorwaarden op te leggen, bepaalt hij het ogenblik waarop deze beslissing uitvoerbaar wordt.

§ 4. Artikel 68, § 1, leden 1 tot 3, § 2, eerste en tweede lid, § 3, eerste tot vierde lid, en § 4, is van toepassing.

§ 5. Het vonnis wordt binnen vierentwintig uur bij gerechtsbrief ter kennis gebracht van de veroordeelde en schriftelijk ter kennis gebracht van het openbaar ministerie en van de directeur.

Ingeval het een vonnis betreft tot herroeping of schorsing van een penitentiair verlof of in geval van herziening van de in zijn belang gewijzigde voorwaarden, wordt het slachtoffer binnen vierentwintig uur schriftelijk op de hoogte gebracht van de beslissing.

Het vonnis tot herroeping, schorsing of herziening wordt meegedeeld aan de korpschef van de lokale politie van de gemeente waar de veroordeelde verblijft en aan de nationale gegevensbank zoals bedoeld in artikel 44/4 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.

Art. 95/17. — § 1. In de in artikel 95/16 bedoelde gevallen waarin herroeping van het penitentiair verlof of van de uitgaansvergunning mogelijk is, kan de procureur des Konings van de rechtbank in het rechtsgebied waarvan de ter beschikking gestelde veroordeelde zich bevindt, zijn voorlopige aanhouding bevelen, onder verplichting de bevoegde strafuitvoeringsrechtbank daarvan onmiddellijk in kennis te stellen.

§ 2. De bevoegde strafuitvoeringsrechtbank beslist binnen zeven werkdagen na de opsluiting van de ter beschikking gestelde veroordeelde over de schorsing van het penitentiair verlof of van de uitgaansvergunning. Dit vonnis wordt binnen vierentwintig uur schriftelijk meegedeeld aan de ter beschikking gestelde veroordeelde, aan het openbaar ministerie en aan de directeur.

De beslissing tot schorsing is geldig voor de duur van één maand, overeenkomstig artikel 66, § 3.

Onderafdeling 3. — Beperkte detentie en elektronisch toezicht

Art. 95/18. — § 1. De strafuitvoeringsrechtbank kan tijdens deze periode van vrijheidsbeneming een beperkte detentie, zoals bedoeld in artikel 21, of een elektronisch toezicht, zoals bedoeld in artikel 22, toekennen aan de ter beschikkinggestelde.

De artikelen 47, § 1, en 48 zijn van toepassing.

§ 2. De toekenningsprocedure verloopt overeenkomstig de artikelen 37, 49, 51, 52 en 53, eerste tot vierde lid.

Behoudens in de gevallen dat de openbaarheid gevaar oplevert voor de openbare orde, de goede zeden of de nationale veiligheid, is de zitting openbaar indien de ter beschikking gestelde veroordeelde hierom verzoekt.

De strafuitvoeringsrechtbank beslist overeenkomstig artikel 54.

Ingeval de strafuitvoeringsrechtbank de beperkte detentie of het elektronisch toezicht niet toekent, bepaalt zij in haar vonnis de datum waarop de terbeschikkinggestelde een nieuw verzoek kan indienen. Deze termijn mag niet langer zijn dan zes maanden te rekenen van het vonnis.

De artikelen 55, 56 en 58 zijn van toepassing op de beslissing van de strafuitvoeringsrechtbank.

Het vonnis tot toekenning van een beperkte detentie of een elektronisch toezicht wordt uitvoerbaar de dag dat het in kracht van gewijsde is gegaan. De strafuitvoeringsrechtbank kan evenwel een latere datum bepalen waarop het vonnis uitvoerbaar wordt.

Art. 95/19. — Indien zich, nadat de beslissing tot toekenning van een beperkte detentie of een elektronisch toezicht is genomen, maar voor de uitvoering ervan, een situatie voordoet die onverenigbaar is met de voorwaarden die in deze beslissing zijn bepaald, kan de strafuitvoeringsrechtbank, op vordering van het openbaar ministerie, een nieuwe beslissing nemen, met inbegrip van de intrekking van de beperkte detentie of van het elektronisch toezicht.

Artikel 61, §§ 2 tot 4, is van toepassing.

Art. 95/20. — De artikelen 62 en 63 zijn van toepassing voor de opvolging en de controle van de beperkte detentie en het elektronisch toezicht.

Titel VIII is van toepassing.

Section 4. — Du contrôle annuel d'office par le tribunal de l'application des peines

Art. 95/21. — Après une privation de liberté d'un an, fondée exclusivement sur la décision faisant suite à la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines, le tribunal de l'application des peines examine d'office la possibilité d'accorder une libération sous surveillance.

Le directeur émet un avis quatre mois avant le délai visé à l'alinéa 1^{er}. L'article 95/3, § 2, est d'application.

Art. 95/22. — Dans le mois de la réception de l'avis du directeur, le ministère public rédige un avis motivé, qu'il communique au tribunal de l'application des peines et en copie au condamné et au directeur.

Art. 95/23. — § 1^{er}. L'examen de l'affaire a lieu à la première audience utile du tribunal de l'application des peines après réception de l'avis du ministère public. Cette audience a lieu au plus tard deux mois avant l'expiration du délai prévu à l'article 95/21.

Si l'avis du ministère public n'est pas communiqué dans le délai fixé à l'article 95/22, le ministère public doit rendre son avis par écrit avant ou pendant l'audience.

Le condamné, le directeur et la victime sont informés par pli judiciaire des lieu, jour et heure de l'audience.

§ 3. Le dossier est tenu, pendant au moins quatre jours avant la date fixée pour l'audience, à la disposition du condamné et de son conseil pour consultation au greffe de la prison où le condamné subit sa peine.

Le condamné peut, à sa demande, obtenir une copie du dossier.

Les articles 95/6 et 95/7 sont d'application.

Art. 95/24. — § 1^{er}. Sous réserve de l'application de l'article 95/2, § 2, alinéa 2, le jugement d'octroi d'une libération sous surveillance est exécutoire à compter du jour où il est coulé en force de chose jugée et au plus tôt à la fin du délai prévu à l'article 95/21.

Toutefois, le tribunal de l'application des peines peut fixer à une date ultérieure le moment où le jugement sera exécutoire.

§ 2. S'il se produit, après la décision d'octroi d'une libération sous surveillance mais avant son exécution, une situation incompatible avec les conditions fixées dans cette décision, le tribunal de l'application des peines peut, sur réquisition du ministère public, prendre une nouvelle décision, en ce compris le retrait de la libération sous surveillance.

L'article 61, §§ 2 à 4, est d'application.

Art. 95/25. — Si le tribunal de l'application des peines n'accorde pas la libération sous surveillance, il indique dans son jugement la date à laquelle le directeur doit émettre un nouvel avis.

Ce délai ne peut excéder un an à compter du jugement.

Section 5. — Du déroulement de la libération sous surveillance

Art. 95/26. — Le suivi et le contrôle du condamné mis à disposition durant la libération sous surveillance s'effectuent conformément aux articles 62 et 63.

Art. 95/27. — § 1^{er}. Le ministère public peut saisir le tribunal de l'application des peines en vue de la révocation ou de la suspension de la libération sous surveillance, dans les cas suivants :

1° lorsqu'il est établi par une décision passée en force de chose jugée que le condamné mis à disposition a commis un crime ou un délit durant le délai visé à l'article 95/28;

2° dans les cas visés à l'article 64, 2° à 5°.

§ 2. En cas de révocation, le condamné est immédiatement réincarcéré.

En cas de révocation conformément au § 1^{er}, 1°, la révocation est réputée avoir pris cours le jour où le crime ou le délit a été commis.

§ 3. L'article 70 est d'application.

Art. 95/28. — Sous réserve de l'application de l'article 95/29, le condamné mis à la disposition du tribunal de l'application des peines est définitivement remis en liberté à l'expiration du délai de mise à disposition fixé par le juge conformément aux articles 34bis à 34quater du Code pénal.

Afdeling 4. — Ambtshalve jaarlijkse controle door de strafuitvoeringsrechtbank

Art. 95/21. — De strafuitvoeringsrechtbank onderzoekt na één jaar vrijheidsbeneming, die uitsluitend gesteund is op de beslissing ingevolge de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank, ambtshalve de mogelijkheid van het toekennen van een invrijheidstelling onder toezicht.

Vier maanden voorafgaand aan de in het eerste lid bedoelde termijn brengt de directeur een advies uit. Artikel 95/3, § 2, is van toepassing.

Art. 95/22. — Binnen een maand na de ontvangst van het advies van de directeur stelt het openbaar ministerie een met redenen omkleed advies op, zendt dit over aan de strafuitvoeringsrechtbank en deelt het in afschrift mee aan de veroordeelde en de directeur.

Art. 95/23. — § 1. De behandeling van de zaak vindt plaats op de eerste nuttige zitting van de strafuitvoeringsrechtbank na de ontvangst van het advies van het openbaar ministerie. Deze zitting moet plaatsvinden uiterlijk twee maanden voor het einde van de termijn bepaald in artikel 95/21.

Ingeval het advies van het openbaar ministerie niet wordt toegezonden binnen de bij 95/22 bepaalde termijn, dient het openbaar ministerie zijn advies schriftelijk uit te brengen voor of tijdens de zitting.

De veroordeelde, de directeur en het slachtoffer worden bij gerechtsbrief in kennis gesteld van de dag, het uur en de plaats van de zitting.

§ 3. Het dossier wordt gedurende ten minste vier dagen voor de datum waarop de zitting is vastgesteld voor inzage ter beschikking gesteld van de veroordeelde en zijn raadsman op de griffie van de gevangenis waar de veroordeelde zijn straf ondergaat.

De veroordeelde kan, op zijn verzoek, een afschrift van het dossier verkrijgen.

De artikelen 95/6 en 95/7 zijn van toepassing.

Art. 95/24. — § 1. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 95/2, § 2, tweede lid, wordt het vonnis tot toekenning van een invrijheidstelling onder toezicht uitvoerbaar vanaf de dag dat het in kracht van gewijsde is gegaan en ten vroegste op het einde van de termijn bepaald in artikel 95/21.

De strafuitvoeringsrechtbank kan evenwel een latere datum bepalen waarop het vonnis uitvoerbaar wordt.

§ 2. Indien zich, nadat de beslissing tot toekenning van de invrijheidstelling onder toezicht is genomen, maar voor de uitvoering ervan, een situatie voordoet die onverenigbaar is met de voorwaarden die in deze beslissing zijn bepaald, kan de strafuitvoeringsrechtbank, op vordering van het openbaar ministerie, een nieuwe beslissing nemen, met inbegrip van de intrekking van de invrijheidstelling onder toezicht.

Artikel 61, §§ 2 tot 4, is van toepassing.

Art. 95/25. — Indien de strafuitvoeringsrechtbank de invrijheidstelling onder toezicht niet toekent, bepaalt zij in haar vonnis de datum waarop de directeur een nieuw advies moet uitbrengen.

Deze termijn mag niet langer zijn dan één jaar te rekenen van het vonnis.

Afdeling 5. — Het verloop van de invrijheidstelling onder toezicht

Art. 95/26. — De opvolging en de controle van de ter beschikking gestelde veroordeelde tijdens de invrijheidstelling onder toezicht gebeurt overeenkomstig de artikelen 62 en 63.

Art. 95/27. — § 1. Het openbaar ministerie kan, met het oog op de herroeping of de schorsing van de invrijheidstelling onder toezicht, de zaak bij de strafuitvoeringsrechtbank aanhangig maken in de volgende gevallen :

1° wanneer bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing wordt vastgesteld dat de ter beschikking gestelde veroordeelde tijdens de in artikel 95/28 bedoelde termijn een wanbedrijf of misdaad heeft gepleegd;

2° in de gevallen bedoeld in artikel 64, 2°, 3°, 4° en 5°.

§ 2. In geval van herroeping wordt de veroordeelde onmiddellijk opnieuw opgesloten.

In geval van herroeping overeenkomstig § 1, 1°, wordt de herroeping geacht in te zijn gegaan op de dag waarop die misdaad of dat wanbedrijf is gepleegd.

§ 3. Artikel 70 is van toepassing.

Art. 95/28. — Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 95/29 wordt de ter beschikking van de strafuitvoeringsrechtbank gestelde definitief in vrijheid gesteld na het verstrijken van de bij de rechter vastgestelde termijn voor de terbeschikkingstelling overeenkomstig de artikelen 34bis tot en met 34quater van het Strafwetboek.

Section 6. — De la levée de la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines

Art. 95/29. — § 1^{er}. Le condamné libéré sous surveillance peut demander au tribunal de l'application des peines qu'il soit mis fin à la période de mise à la disposition du tribunal de l'application des peines.

Cette demande écrite peut être introduite deux ans après l'octroi de la libération sous surveillance et, ensuite, tous les deux ans.

La demande écrite est déposée au greffe du tribunal de l'application des peines.

§ 2. Dans le mois du dépôt de la demande, le ministère public recueille toutes les informations utiles, rédige un avis motivé et communique le tout au tribunal de l'application des peines. Une copie de l'avis est communiquée au condamné.

Art. 95/30. — § 1^{er}. L'examen de l'affaire a lieu à la première audience utile du tribunal de l'application des peines après réception de l'avis du ministère public. Cette audience doit avoir lieu au plus tard deux mois après le dépôt de la demande écrite.

Le condamné est informé par pli judiciaire des lieu, jour et heure de l'audience.

§ 2. Le dossier est tenu, au moins quatre jours avant la date fixée pour l'audience, à la disposition du condamné et de son conseil pour consultation au greffe du tribunal de l'application des peines.

Le condamné peut, à sa demande, obtenir une copie du dossier.

§ 3. Le tribunal de l'application des peines entend le condamné et son conseil ainsi que le ministère public.

§ 4. Sauf dans les cas où la publicité des débats est dangereuse pour l'ordre public, les bonnes mœurs ou la sécurité nationale, l'audience est publique si le condamné en fait la demande.

§ 5. Le tribunal de l'application des peines rend sa décision dans les quatorze jours de la mise en délibéré.

Il accorde la levée de la mise à disposition s'il n'y a raisonnablement pas lieu de craindre que le condamné commette de nouvelles infractions.

§ 6. Le jugement est notifié dans les vingt-quatre heures, par pli judiciaire, au condamné et porté par écrit à la connaissance du ministère public.

La victime est informée par écrit de la décision dans les vingt-quatre heures.

Le jugement d'octroi de la levée de la mise à disposition est communiqué aux autorités et instances suivantes :

- au chef de corps de la police locale de la commune où le condamné était établi;
- à la banque de données nationale visée à l'article 44/4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;
- au directeur de la maison de justice de l'arrondissement judiciaire en charge de la guidance. ».

Art. 5. L'article 96 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

Sont susceptibles de pourvoi en cassation par le ministère public et le condamné mis à disposition, les décisions du tribunal de l'application des peines prises conformément au titre *XIbis*, chapitre premier, et relatives :

- a) à la privation de liberté;
- b) à l'octroi, au refus ou à la révocation d'une permission de sortie périodique et à la révision des conditions particulières,
- c) à l'octroi, au refus ou à la révocation d'un congé pénitentiaire et à la révision des conditions particulières,
- d) à l'octroi, au refus ou à la révocation d'une détention limitée et à la révision des conditions particulières,
- e) l'octroi, au refus ou à la révocation d'une surveillance électronique et à la révision des conditions particulières,
- f) à l'octroi, au refus ou à la révocation d'une libération sous surveillance, et à la révision des conditions particulières, ou
- g) à la décision de refus ou d'octroi de la levée de la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines.

Afdeling 6. — Ontheffing van de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank

Art. 95/29. — § 1. De onder toezicht in vrijheid gestelde veroordeelden kunnen de strafuitvoeringsrechtbank verzoeken om een einde te stellen aan de periode van de ter beschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank.

Dit schriftelijk verzoek mag ingediend worden twee jaar nadat de invrijheidstelling onder toezicht is toegekend geweest en vervolgens om de twee jaar.

Het schriftelijk verzoek wordt ingediend op de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank.

§ 2. Binnen een maand na de indiening van het verzoek wint het openbaar ministerie alle nuttige inlichtingen in, stelt een met redenen omkleed advies op en zendt dit alles over aan de strafuitvoeringsrechtbank. Een afschrift van het advies wordt aan de veroordeelde meegedeeld.

Art. 95/30. — § 1. De behandeling van de zaak vindt plaats op de eerste nuttige zitting van de strafuitvoeringsrechtbank na de ontvangst van het advies van het openbaar ministerie. Deze zitting moet plaatsvinden uiterlijk twee maanden na de indiening van het schriftelijk verzoek.

De veroordeelde wordt bij gerechtsbrief in kennis gesteld van de dag, het uur en de plaats van de zitting.

§ 2. Het dossier wordt gedurende ten minste vier dagen voor de datum waarop de zitting is vastgesteld voor inzage ter beschikking gesteld van de veroordeelde en zijn raadsman op de griffie van de strafuitvoeringsrechtbank.

De veroordeelde kan, op zijn verzoek, een afschrift van het dossier verkrijgen.

§ 3. De strafuitvoeringsrechtbank hoort de veroordeelde en zijn raadsman en het openbaar ministerie.

§ 4. Behoudens in de gevallen dat de openbaarheid gevaar oplevert voor de openbare orde, de goede zeden of de nationale veiligheid, is de zitting openbaar indien de veroordeelde hierom verzoekt.

§ 5. De strafuitvoeringsrechtbank beslist binnen veertien dagen nadat de zaak in beraad is genomen.

Zij kent de ontheffing van de terbeschikkingstelling toe indien redelijkerwijze niet te vrezen valt dat de veroordeelde nieuwe strafbare feiten zal plegen.

§ 6. Het vonnis wordt binnen vierentwintig uur bij gerechtsbrief ter kennis gebracht van de veroordeelde en schriftelijk ter kennis gebracht van het openbaar ministerie.

Het slachtoffer wordt binnen vierentwintig uur schriftelijk op de hoogte gebracht van de beslissing.

Het vonnis tot ontheffing van de terbeschikkingstelling wordt meegedeeld aan de volgende autoriteiten en instanties :

- aan de korpschef van de lokale politie van de gemeente waar de veroordeelde was gevestigd;
- aan de nationale gegevensbank zoals bedoeld in artikel 44/4 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;
- aan de directeur van het justitiehuis van het gerechtelijk arrondissement dat met de begeleiding was belast. ».

Art. 5. Artikel 96 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

Er staat cassatieberoep open voor het openbaar ministerie en de ter beschikking gestelde veroordeelde tegen de overeenkomstig titel *XIbis*, hoofdstuk 1 genomen beslissingen van de strafuitvoeringsrechtbank met betrekking tot :

- a) de vrijheidsbeneming;
- b) de toekenning, de afwijzing of de herroeping van een periodieke uitgaansvergunning en tot de herziening van de bijzondere voorwaarden;
- c) de toekenning, de afwijzing of de herroeping van een penitentiair verlof en tot de herziening van de bijzondere voorwaarden;
- d) de toekenning, de afwijzing of de herroeping van een beperkte detentie en tot de herziening van de bijzondere voorwaarden;
- e) de toekenning, de afwijzing of de herroeping van een elektronisch toezicht en tot de herziening van de bijzondere voorwaarden;
- f) de toekenning, de afwijzing of de herroeping van een invrijheidstelling onder toezicht en tot de herziening van de bijzondere voorwaarden of
- g) de beslissing tot afwijzing of tot toekenning van de ontheffing van de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank.

Art. 6. Dans l'article 97, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « , une permission de sortie périodique, un congé pénitentiaire, une détention limitée, une surveillance électronique, une libération sous surveillance ou la levée de la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines conformément au titre XIbis » sont insérés entre les mots « peine visée au titre V ou au titre XI » et les mots « a un effet suspensif ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions
modifiant le Code d'Instruction criminelle*

Art. 7. L'article 590, 5^o, du Code d'Instruction criminelle, abrogé par la loi du 10 juillet 1967 et rétabli par la loi du 8 août 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 5^o les décisions de mise à la disposition du tribunal de l'application des peines et de privation de liberté prises par application des articles 34bis à 34quater du Code pénal et de l'article 95/7 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine. ».

Art. 8. Dans l'article 625 du même Code, remplacé par la loi du 7 avril 1964 et modifié par la loi du 9 janvier 1991, il est inséré un 3bis, rédigé comme suit :

« 3bis du jour de la libération sous surveillance, à condition que la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines ait pris fin au moment de l'introduction de la demande; ».

Art. 9. Dans l'article 626, alinéas 1^{er} et 2, du même Code, remplacés par la loi du 7 avril 1964 et modifiés par les lois des 10 juillet 1967 et 9 janvier 1991, les mots « ou s'il a été mis à la disposition du gouvernement par application de l'article 23, alinéa 2, de la loi du 9 avril 1930 telle qu'elle a été modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude » sont remplacés par les mots « ou s'il a été mis à la disposition du tribunal de l'application des peines par application des articles 34bis, 34ter ou 34quater du Code pénal. ».

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant la loi du 5 août 1992
sur la fonction de police*

Art. 10. L'article 20, alinéas 1 et 2, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, modifié par les lois des 5 mars 1998, 7 décembre 1998, 17 mai 2006 et 27 décembre 2006, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les services de police surveillent les condamnés qui bénéficient d'une modalité d'exécution de la peine privative de liberté ou qui bénéficient d'une modalité d'exécution de la mise à disposition du tribunal de l'application des peines, les condamnés qui bénéficient de toute autre mesure qui suspend l'exécution de la peine, les condamnés en congé pénitentiaire, les personnes ayant fait l'objet d'une suspension probatoire ou les condamnés avec sursis, les condamnés qui ont été remis en liberté sous surveillance, ainsi que les inculpés laissés ou mis en liberté conformément à la loi relative à la détention préventive.

Ils veillent également que soient respectées les conditions qui leur sont communiquées à cet effet et qui sont imposées aux condamnés qui bénéficient d'une modalité d'exécution de la peine privative de liberté ou qui bénéficient d'une modalité d'exécution de la mise à disposition du tribunal de l'application des peines, aux condamnés qui bénéficient de toute autre mesure qui suspend l'exécution de la peine, aux condamnés en congé pénitentiaire, aux personnes ayant fait l'objet d'une suspension probatoire ou aux condamnés avec sursis, aux condamnés qui ont été remis en liberté sous surveillance ainsi qu'aux inculpés laissés ou mis en liberté conformément à la loi relative à la détention préventive. ».

CHAPITRE VI. — *Disposition abrogatoire*

Art. 11. Le chapitre VII de la loi du 9 avril 1930, remplacé par la loi du 1^{er} juillet 1964, est abrogé.

Art. 6. In artikel 97, § 3, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « , een periodieke uitgaansvergunning, een penitentiair verlof, een beperkte detentie, een elektronisch toezicht, een invrijheidstelling onder toezicht of die de veroordeelde overeenkomstig titel XIbis onthef van de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank » ingevoegd tussen de woorden « straf-uitvoeringsmodaliteit toekent » en de woorden « , heeft schorsende kracht ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling
tot wijziging van het Wetboek van strafvordering*

Art. 7. Artikel 590, 5^o, van het Wetboek van strafvordering, opgeheven door de wet van 10 juli 1967 en opnieuw opgenomen bij de wet van 8 augustus 1997, wordt vervangen als volgt :

« 5^o beslissingen tot terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank en tot vrijheidsbeneming die overeenkomstig de artikelen 34bis tot en met 34quater van het Strafwetboek en artikel 95/7 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten zijn genomen. ».

Art. 8. In artikel 625 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 april 1964 en gewijzigd door de wet van 9 januari 1991, wordt een 3bis ingevoegd, luidende :

« 3bis van de dag van de invrijheidstelling onder toezicht, mits de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank een einde heeft genomen ten tijde van het indienen van de aanvraag; ».

Art. 9. In artikel 626, eerste en tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 april 1964 en gewijzigd bij de wetten van 10 juli 1967 en 9 januari 1991, worden de woorden « of indien hij ter beschikking van de regering is gesteld ingevolge artikel 23, tweede lid, van de wet van 9 april 1930 als gewijzigd bij de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers » telkens vervangen door de woorden « of indien hij ter beschikking van de strafuitvoeringsrechtbank is gesteld ingevolge de artikelen 34bis, 34ter of 34quater van het Strafwetboek. ».

HOOFDSTUK V. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 5 augustus 1992
op het politieambt*

Art. 10. Artikel 20, eerste en tweede lid, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, gewijzigd bij de wetten van 5 maart 1998, 7 december 1998, 17 mei 2006 en 27 december 2006, wordt vervangen als volgt :

« De politiediensten houden toezicht op de veroordeelden die een strafuitvoeringsmodaliteit van de vrijheidsstraf genieten, of die een uitvoeringsmodaliteit van de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank genieten, op de veroordeelden die enige andere maatregel genieten die de strafuitvoering schorst, op de veroordeelden in penitentiair verlof, op de personen ten aanzien van wie een probatieopschorting is uitgesproken of de veroordeelden met uitstel, op de veroordeelden die in vrijheid werden gesteld onder toezicht, alsook op de verdachten die in vrijheid gesteld of gelaten zijn overeenkomstig de wet betreffende de voorlopige hechtenis.

Zij houden eveneens toezicht op de naleving van de hen daartoe meegedeelde voorwaarden die zijn opgelegd aan de veroordeelden die een strafuitvoerings-modaliteit van de vrijheidsstraf genieten, of die een uitvoeringsmodaliteit van de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank genieten, aan de veroordeelden die enige andere maatregel genieten die de strafuitvoering schorst, aan de veroordeelden in penitentiair verlof, op de personen ten aanzien van wie een probatieopschorting is uitgesproken of de veroordeelden met uitstel, aan de veroordeelden die in vrijheid werden gesteld onder toezicht, alsook aan de verdachten die in vrijheid gesteld of gelaten zijn overeenkomstig de wet betreffende de voorlopige hechtenis. ».

HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 11. Hoofdstuk VII van de wet van 9 april 1930, zoals vervangen door de wet van 1 juli 1964, wordt opgeheven.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 12. Lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, les dossiers des personnes mises à la disposition du gouvernement dans lesquels le ministre de la Justice a pris soit une décision d'internement, soit une décision de libération à l'essai sont portés d'office et sans frais au rôle général des tribunaux de l'application des peines.

Le ministre communique les dossiers au greffe du tribunal de l'application des peines compétent.

Si la personne bénéficie d'une libération sous surveillance, le tribunal de l'application des peines compétent est celui du domicile, ou à défaut, de la résidence du condamné mis à la disposition du gouvernement.

CHAPITRE VIII. — *Entrée en vigueur*

Art. 13. À l'exception du présent article, qui entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, chacun des articles de la présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi, et au plus tard, le premier jour du vingt-quatrième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Sénat.

Documents : 3-2054-2006/2007 : N° 1 : Projet de loi. — N°s 2 et 3 : Amendements. — N° 4 : Rapport.

Voir aussi :

Annales du Sénat : 15 mars 2007.

Chambres des représentants.

Documents : DOC 51 2999/(2006-2007) : 001 Projet transmis par le Sénat. — 002 : Amendement. — 003 : Rapport. — N° 4 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Voir aussi :

Compte rendu intégral : 12 avril 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 3062

[C - 2007/09654]

10 MAI 2007. — Loi portant assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement de l'offre restauratrice visée à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Il est porté assentiment à l'Accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement de l'offre restauratrice visée à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 12. Bij de inwerkingtreding van deze wet worden de dossiers van ter beschikking van de regering gestelden waarin de minister van Justitie hetzij een beslissing tot internering, hetzij een beslissing tot invrijheidstelling op proef heeft genomen ambtshalve en zonder kosten ingeschreven op de algemene rol van de strafuitvoeringsrechtbanken.

De minister maakt de dossiers over aan de griffier van de bevoegde strafuitvoeringsrechtbank.

Ingeval van een invrijheidstelling onder toezicht is de strafuitvoeringsrechtbank van de woonplaats, of bij gebreke daarvan, van de verblijfplaats van de ter beschikking van de regering gestelde veroordeelde bevoegd.

HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

Art. 13. Met uitzondering van dit artikel dat in werking treedt de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, treedt elk artikel van deze wet in werking op de door de Koning te bepalen datum, en uiterlijk op de eerste dag van de vierentwintigste maand na die waarin deze wet bekend is gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Senaat.

Stukken : 3-2054-2006/2007 : Nr. 1 : Wetsontwerp. — Nrs. 2 en 3 : Amendementen. — Nr. 4 : Verslag.

Zie ook :

Handelingen van de Senaat : 15 maart 2007.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken : DOC 51 2999/(2006-2007) : 001 : Ontwerp overgezonden door de Senaat. — 002 : Amendement. — 003 : Verslag. — Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Zie ook :

Integraal verslag : 12 april 2007.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 3062

[C - 2007/09654]

10 MEI 2007. — Wet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de organisatie en de financiering van het herstelrechtelijk aanbod bedoeld in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de organisatie en de financiering van het herstelrechtelijk aanbod bedoeld in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste